

**Pour le droit à la cantine scolaire pour tous,  
Pour faire de cette question une priorité locale et nationale !**

Nous avons comme de nombreux haut pyrénéens découvert dans la presse locale du 16 septembre, la situation de ce petit garçon de Soues privé de cantine scolaire au motif que sa maman est sans emploi. Nous en avons été fortement émus, et avons décidé de réagir étant nous-mêmes parents d'enfants et de jeunes adultes.

Aucun doute dans notre esprit : la municipalité souessoise ne pratique, ou n'a jamais pratiqué une quelconque forme de discrimination sociale ou sexiste. Son combat quotidien est aux antipodes de cela. Le cas présent trouvera une issue humaine et positive, nous n'en doutons pas.

Reste que ce qui vient de se produire sous nos yeux atteste d'une autre réalité: c'est qu'il va devenir de plus en plus difficile voire impossible pour une collectivité de se replier derrière des règles administratives pour répondre aux maux sociaux accentués par la crise.

A l'heure où la France compte 8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, le nombre de chômeurs, précaires, salariés pauvres avec enfants à charge pour lesquels la cantine scolaire permettra d'assurer le seul repas chaud de la journée va exploser. Alors que faire ?

D'autant que l'Etat continue de se désengager des œuvres sociales en même temps qu'il asphyxie les communes, départements et régions, privatise les services publics. Des dizaines de milliers de postes d'enseignants ont été supprimés en cette rentrée ; pour la seule académie de Toulouse le montant des fonds sociaux attribués aux collèges et aux lycées est amputé de moitié (Moins 500 000 euros qui permettaient justement de prendre en charge les impayés de cantines et les voyages scolaires...)

**La question n'est ni morale ni polémique comme semble un peu rapidement en attester la presse : elle est politique.** Car oui comme le réclament les associations de parents d'élèves il faut établir une loi pour clarifier le droit aux cantines scolaires mais cela implique une loi d'orientation budgétaire et une priorité à l'Education et au social qui va à l'inverse de la politique de l'UMP et des directives libérales en vigueur.

Immédiatement aussi il faut agir ! Soues n'est pas un cas d'espèce. Ce qui s'y est produit la semaine passée peut se produire ailleurs, dans d'autres communes de ce département... Comment alors prévenir de telles situations et organiser dans notre département une sorte de « cordon sanitaire » pour empêcher toute exclusion des cantines scolaires ?

Pour notre part, nous sommes pour inscrire cette question à l'ordre du jour des conseils d'agglomération et communautaires et interpeller ensemble le gouvernement et la majorité. Nous sommes favorables à faire de l'accueil des enfants, la distribution du repas du midi et l'accès à la garderie matin et soir dans toutes les écoles des hautes Pyrénées, une marque des budgets des communes pour 2012.

Nous nous inscrivons dans une gauche qui soit pionnière dans ce domaine !

**Erick Barrouquère Theil,**

Maire adjoint de Séméac, Membre de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes,  
Secrétaire 65 de l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains.

**Marie-Pierre Vieu,**

Conseillère municipale PCF à Tarbes,  
Conseillère régionale, présidente du groupe Front de gauche Midi Pyrénées

